

VU Research Portal

L'évidence républicaine: les Bataves au passé, au présent et au futur

Frijhoff, W.T.M.

published in

Annales historiques de la Révolution française
1994

document version

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication in VU Research Portal](#)

citation for published version (APA)

Frijhoff, W. T. M. (1994). L'évidence républicaine: les Bataves au passé, au présent et au futur. *Annales historiques de la Révolution française*, 66(2), 179-194.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

E-mail address:

vuresearchportal.ub@vu.nl

L'ÉVIDENCE RÉPUBLICAINE : LES BATAVES AU PASSÉ, AU PRÉSENT ET AU FUTUR

RÉVOLUTION ET RÉPUBLIQUE

Révolution paradoxale que celle qui se disait batave (1). Issue d'une république oligarchique, elle institua une république démocratique qui ne tarda pas à se muer en régime aristocratique pour aboutir à la monarchie après l'intermède bonapartiste, apparemment sans regrets. La révolution batave a-t-elle donc tué l'idéal républicain en Hollande (2) ? La question vaut d'être explicitement posée à l'heure où l'on s'interroge sur la conquête de l'identité républicaine et sur les combats qu'il a fallu pour ancrer l'idée républicaine dans les mentalités des peuples d'Europe. Parmi les multiples approches possibles pour ébaucher une réponse, je choisis celle du discours et de l'imaginaire républicains tels qu'ils ont été exprimés dans le mythe batave. Lorsque l'arbre de la liberté fut planté à La Brielle, la petite ville hollandaise où en 1572, plus de deux siècles auparavant, la victoire des gueux contre l'Espagne avait commencé, l'orateur référé d'abord aux

(1) Pour un aperçu de l'historiographie récente sur la Révolution batave, voir Willem FRIJHOFF et Joost ROSENDAAL, « La Révolution régénérée : nouvelles approches et nouvelles images de la Révolution néerlandaise », in Michel Vovelle (éd.), *L'Image de la Révolution française. Communications présentées lors du Congrès mondial pour le Bicentenaire de la Révolution, Sorbonne, Paris, 6-12 juillet 1989*, vol. I (Paris, etc., 1989), pp. 543-561. On y joindra : E.O.G. HAITSMA MULIER, « La storiografia sul tempo dei patrioti e dei Batavi », *Rivista storica italiana*, 95 (1983), pp. 843-871 ; Peter VAN KESSEL, « A Historiography at the service of the State : the Dutch Case », in *La storia della storiografia europea sulla Rivoluzione francese* (Rome, 1991), pp. 63-76. Une histoire de la Révolution batave dans Simon SCHAMA, *Patriots and Liberators. Revolution in the Netherlands 1780-1813* (New York, 1977), et plus succinctement dans E.H. KOSSMANN, *The Low Countries 1780-1940* (Oxford, 1978), pp. 65-102. De nombreux éléments de réévaluation dans les 16 contributions à Margaret C. Jacob et Wijnand W. Mijnhardt (éd.), *The Dutch Republic in the Eighteenth Century. Decline, Enlightenment and Revolution* (Ithaca/Londres, 1992).

prémices de la liberté batave dont la ville avait été le berceau, ensuite seulement aux liens étroits qui dorénavant devraient unir la république de Hollande à la république-sœur des Francs (3). C'est le renvoi historisant à la peuplade antique des Bataves, en effet, bien plus que l'exemple de la République française, qui explicitement justifiait la reprise de la structure politique républicaine après la révolution batave de 1795, en dépit des critiques fondamentales que la République hollandaise d'Ancien Régime n'avait cessé de susciter tout le XVIII^e siècle durant.

Quoique toutes deux marquées par l'idéal républicain, la République française et la République batave différaient cependant radicalement entre elles. Si dans la France de 1792 l'idée républicaine est encore l'enjeu d'un combat, la République batave ne se préoccupe, au fond, que mollement de sa structure républicaine qui aux yeux de tous apparaît quasiment comme une évidence. Elle se sent beaucoup plus concernée par les modalités mêmes du régime politique dont elle puise l'inspiration dans l'idéologie batave. Et pourtant, à peine vingt ans plus tard, les deux termes avaient fait naufrage : le mythe batave avait définitivement sombré dans l'oubli et la disparition de la République en 1806 s'avérerait à l'avenir elle aussi irrémédiable. Aussi, vu de loin, la République française et la République batave se situent-elles aux antipodes : celle-ci constituait l'aboutissement de la longue évolution d'une certaine forme de régime politique, celle-là en était le début balbutiant. Pendant quelques années, il est vrai, les deux républiques se considéraient formellement républiques-sœurs. Ne vaudrait-il pas mieux les appeler sœurs adoptives, mises sous un régime paternel commun mais nées dans des conditions fort différentes ?

Sans nier ce que les armées et l'administration de la République française ont pu apporter de neuf et de spécifique à la nouvelle République batave, proclamée en janvier 1795, il n'en demeure pas moins que par les deux termes de son nom celle-ci a voulu s'enraciner consciemment dans un passé récent, dont elle se considérait en quelque sorte le prolongement logique. On le voit bien dans les allusions à la régénération de la Hollande que la Révolution batave de 1795 aurait opérée : c'est, en dépit de la nécessaire épuration, un sentiment de continuité foncière qui s'y exprime (4). Dans l'imaginaire de la République batave, la structure républicaine et la Constitution batave se pensent moins sur le mode de la rupture ou de la révolution que sur celui du glissement, de l'adaptation, de la réforme inévitable. En cela, les révolutionnaires bataves ne se distinguaient guère

(3) *Aanspraak, ontworpen door den Burger Johan Gerard van Oldenbarneveldt Genaamd Tulling* (s.l.n.d. [1795]) [La Haye, Bibl. Royale, pamphlet 22659].

(4) Ainsi, par exemple, sur une gravure de D. Hess, « *Hollandia Regenerata* » (1795) [Rotterdam, Atlas van Stolk], où l'on danse au son de la Carmagnole autour d'un arbre portant le chapeau de la liberté batave et surmonté d'un drapeau proclamant « *Hollandia regenerata* », au-dessus de la triade « Liberté, égalité, fraternité ».

de leurs opposants orangistes, et pour cause : le modèle d'action révolutionnaire qui était propre à la révolution batave s'inscrivait dans des cadres de mobilisation commandés par les particularismes qui avaient été la trame de l'ancienne république et qui étaient mentalement partagés par tous les partis en lice. Même les protagonistes d'un État unitaire et centralisé n'échappaient pas toujours à cette vision fractionnée de l'intérêt commun, quand bien même le mythe batave leur fournissait un instrument d'unité morale. Aussi la structure foncièrement fédérale de l'ancienne république déterminait-elle un type de révolution structurellement différent de la Révolution française (5).

Cependant, en janvier 1798 fut instauré un État unitaire qui ne serait plus jamais mis en cause. Au 1^{er} mai suivant, il fut enrichi d'une première Constitution que les historiens ont longtemps mise sur le compte d'un dictat français mais dans l'élaboration de laquelle l'inspiration batave fut, d'après les recherches récentes, décisive (6). Ces deux acquis majeurs de la République batave ont rapidement ouvert la voie à un régime monarchique : d'abord sous une forme déguisée en 1805, lorsque le grand pensionnaire Rutger Jan Schimmelpenninck fut investi d'une combinaison unique de droits souverains, y compris celui de nommer les membres du législatif ; ensuite, en 1806, sous la forme déclarée du royaume de Hollande, satellite de l'Empire français, enfin, en 1814, sous la forme constitutionnelle de la monarchie orangiste. Il n'y a qu'un paradoxe apparent dans cette évolution à première vue atypique. Si l'ancienne république des sept Provinces-Unies a toujours réussi à empêcher la constitution d'un régime monarchique, pourtant brigué par les stathouders et périodiquement réclamé par leurs partisans, ce fut moins à défaut d'idéologie unitaire qu'en raison du fonctionnement complexe d'un État érigé sur le particularisme local et régional et sur le fractionnement fondamental du pouvoir souverain, sciemment refusé à celui-là même qui seul eût pu incarner l'unité de la nation, le prince d'Orange (7).

En Hollande, par conséquent, la révolution se moulait plutôt dans les modalités concrètes d'une pratique politique éclatée et en continuité certaine avec le radicalisme civique qui avait travaillé la république d'Ancien

(5) Cf. les considérations de Wayne Ph. TE BRAKE, « Popular Politics and the Dutch Patriot Revolution », *Theory and Society*, 14 (1985), pp. 199-222 ; du même, « Violence in the Dutch Patriot Revolution », *Comparative Studies in Society and History*, 30 (1988), pp. 143-163 ; du même, « Provincial Histories and National Revolution in the Dutch Republic », in Jacob et Mijndhardt, *The Dutch Republic*, pp. 60-90.

(6) Voir l'introduction à L. de Gou (éd.), *De Staatsregeling van 1798. Bronnen voor de totstandkoming*, t. I (La Haye, 1988).

(7) Cf. sur la position ambiguë du stathouder à la fin de l'Ancien Régime : A.J.C.M. GABRIËLS, *De heren als dienaar en de dienaar als heer. Het stadhouderlijk stelsel in de tweede helft van de achttiende eeuw* (La Haye, 1990).

Régime, que dans un changement brusque et fondamental de régime (8). De tels changements y apparaissent en grande partie comme des coquilles vides, interchangeables, chargées de sens seulement par l'exercice concret des droits et devoirs dont la raison d'être était fournie par la conscience historique de la nation, dessinée et constamment réinterprétée dans le mythe batave. L'on trouvera un exemple éclatant de cette indifférence foncière à l'égard de la forme de base des régimes politiques dans une des rares propositions formulées à l'époque révolutionnaire qui aillent dans le sens d'un régime monarchique. La proposition fut formulée en 1791 par Johan Valckenaer (1759-1821), ancien professeur de droit à l'université de Franeker, exilé en France comme patriote depuis la révolution manquée de 1787 (9). Tout en étant un révolutionnaire de tendance radicale, qui rejoindrait plus tard la faction jacobine et démocratique, Valckenaer dressa en 1791 pour les grands Pays-Bas (Nord et Sud) les contours d'une monarchie constitutionnelle et parlementaire présidée par un stathouder héréditaire, mais gouvernée par un législatif élu et par un exécutif responsable qui prêterait serment sur la constitution, non pas devant le stathouder (10). Pour Valckenaer, la forme du gouvernement était clairement indifférente dès lors qu'une structure politique démocratique fût garantie.

LE MYTHE BATAVE ET LA NOUVELLE ISRAËL

Par son nom, la République batave se réclamait triomphalement d'un peuple de l'Antiquité mentionné par Tacite. Au début de notre ère, ce peuple avait vécu sur le territoire de la République hollandaise et résisté victorieusement à la pression romaine. Mais contrairement à ce qui a pu se passer dans d'autres républiques-sœurs, l'appellation « batave » ne rejoignait pas simplement le néo-classicisme ambiant par le renvoi à un passé révolu, provisoirement ressuscité par l'imitation des valeurs antiques. Le terme de « batave » ne faisait pas appel à un mythique peuple lointain. Pour les républicains hollandais de 1795, les Bataves étaient un peuple antique revu et corrigé par l'histoire de leur propre république. Pendant près de trois siècles, en effet, le mythe batave avait été le noyau de l'imaginaire dominant qui justifiait l'existence même de la République néerlandaise, déterminait ses contours et inspirait ses principes républicains (11).

(8) Cf. pour cette perspective également : Maarten PRAK, « Citizen radicalism and democracy in the Dutch Republic. The Patriot Movement of the 1780s », *Theory and Society*, 20 (1991), pp. 73-102.

(9) Sur lui : J.A. SILLEM, *Het leven van Mr. Johan Valckenaer (1759-1821), naar onuitgegeven bronnen bewerkt*, 2 vol. (Amsterdam, 1876-1883).

(10) J. DE BOSCH KEMPER, *Letterkundige aantekeningen betreffende de geschiedenis van het Nederlandsche staatsleven en staatsregt* (Amsterdam, 1871), pp. 298-304; cité par SCHAMA, *Patriots and Liberators*, pp. 151-152.

(11) Ce paragraphe s'appuie partiellement sur ma contribution « République et bien public : les patriotes bataves et le système républicain », in *L'idée républicaine à Mulhouse, en France et en Europe. Actes du II^e Symposium International de Mulhouse, 26-27 janvier 1990* (Mulhouse, 1991), pp. 63-72.

Pour bien comprendre l'épaisseur historique et la force mobilisatrice de l'imaginaire batave, il importe d'en tracer ici brièvement quelques étapes (12). Globalement, l'on peut en distinguer trois. Successivement, le mythe batave a fonctionné comme support et catalyseur d'identité régionale puis nationale, comme idéologie civique et comme justificatif démocratique. A l'époque des révolutions, le mythe batave réunissait ces trois dimensions en une seule idéologie qui, de surcroît, avait acquis une certaine profondeur historique jusqu'à en faire le narratif préféré de la nation néerlandaise naissante.

Au départ, le mythe batave était un légendaire d'origine qui fonctionnait comme imaginaire de ralliement dans les provinces éclatées et menacées des Pays-Bas. Alors que la Batavie avait initialement été située en Gueldre, entre le Rhin et la Meuse, la province de Hollande en butte aux prétentions belliqueuses de la Gueldre sut s'emparer du légendaire, au début du XVI^e siècle, pour se forger une identité historique propre tout en se dotant d'un arsenal historique de vertus empruntées à l'idylle agricole de ce peuple vaillant et héroïque. Désormais la Batavie était devenue l'ancêtre de la Hollande. La révolte contre l'Espagne amena un nouvel avatar du mythe : d'agriculteurs paisibles, les Bataves furent réinterprétés comme guerriers combattant victorieusement les Romains et entraînant dans leur combat les tribus voisines. Par ailleurs, la spécificité de la tribu par rapport aux Germaniques fut soulignée, préparant ainsi par une idéologie historico-politique la sortie de la République hollandaise du Saint-Empire lors de la paix de Westphalie.

Ce fut le juriste et homme politique Hugo Grotius (1583-1645) qui profila le plus clairement l'idéologie batave en légitimant le système politique complexe issu de la révolte par une argumentation historique. Dans son *Liber de antiquitate reipublicae Batavae* (1610), inspiré par les penseurs politiques français Hotman et Bodin, le peuple néerlandais descendait directement des Bataves qui sous la direction de Claudius Civilis (préfigurant Guillaume le Taciturne), quelque 1500 ans auparavant, avaient conquis leur liberté de haute lutte sur les envahisseurs romains. Cette liberté demeurait inscrite dans le Corps des lois et coutumes qui faisait fonction

(12) Sur l'histoire du mythe batave, voir Herman KAMPINGA, *De opvattingen over onze oudere vaderlandsche geschiedenis bij de Hollandsche historici der XVIe en XVIIe eeuw* (La Haye, 1917 ; 2^e éd. Utrecht, 1980) ; I. SCHÖFFER, « The Batavian myth during the sixteenth and seventeenth centuries », in J.S. Bromly et E.H. Kossmann (éd.), *Britain and the Netherlands*, vol. V : *Some political mythologies* (La Haye, 1975), pp. 78-101 ; Th. VEEN, « Van Vranck tot Kluit. Theorieën over de legitimatie van de soevereiniteit der Staten Provinciaal (1587-1795) », in *Freonen om ds. J.J. Kalma hinne* (Ljouwert, 1982), pp. 302-324 ; Karin TILMANS, *Aurelius en de Divisiechroniek van 1517. Historiografie en humanisme in Holland in de tijd van Erasmus* (Hilversum, 1988) ; Auke VAN DER WOUDE, *De Bataafse hut. Verschuivingen in het beeld van de geschiedenis* (Amsterdam, 1990) ; E.O.G. HAITSMA MULIER, « De Bataafse mythe in de patriotentijd : "De aloude staat en geschiedenissen der Vereenigde Nederlanden" van E.M. Engelberts », *Theoretische geschiedenis*, 19 (1992), pp. 16-34.

de Constitution, mais aussi dans les institutions politiques, qui étaient l'essence républicaine. Toujours selon Grotius, les représentants de la nation pouvaient élire un chef (un comte) pour remplir les fonctions de juge ou de commandant militaire, mais l'autorité de ce dernier demeurait soumise à la souveraineté du peuple. Cependant, le Moyen Age n'avait été qu'une litanie d'usurpations de pouvoir par les chefs délégués, les comtes de Hollande et leurs successeurs. Elle avait culminé au XVI^e siècle dans le régime despotique des Habsbourg. En secouant le joug de la tyrannie monarchique, le peuple néerlandais avait enfin pu retrouver l'ancienne liberté dont désormais il n'entendait pu être privé (13).

Ce « mythe batave », qui faisait appel à une antique Constitution républicaine, indéracinable parce qu'inscrite dans l'histoire et la vie mêmes du peuple, allait avoir une influence considérable sur la conscience collective de la population néerlandaise. Nous le retrouverons à l'époque révolutionnaire. L'impact de cet imaginaire historique fut encore augmenté par l'absence de principes de souveraineté clairs et d'une Constitution politique sans équivoque. C'est l'histoire même qui légittima la structure politique de la république des Provinces-Unies, et c'est le caractère commun de la lutte de toutes les provinces contre le tyran espagnol qui fit du mythe batave en puissance un imaginaire commun, non plus de la seule Hollande, mais de l'ensemble des provinces fédérées. Par ailleurs, le succès du mythe est dû en grande partie à son caractère supra-religieux : par-delà des clivages religieux survenus dans un passé récent, il permettait à tous les Hollandais de se retrouver dans un ensemble de valeurs et de vertus communes enracinées dans un passé lointain. Lorsqu'en 1617 le poète et bourgmestre Pieter Cornelisz Hooft mit en scène son héros éponyme Baeto, fondateur de l'État idéal des Bataves, il relégua la religion à dessein au second plan, comme une sorte de soupape de sûreté pour les tensions sociales (14). Beaucoup d'autres l'ont suivi dans cette exaltation de l'État séculier.

Le mythe batave justifiait ainsi le développement d'une culture civique d'abord supra-religieuse, puis, au XVIII^e siècle, de plus en plus areligieuse et sécularisée. Celle-ci était la base de ce qu'on pourrait appeler le retrait confessionnel de l'État. Si l'État adoptait toujours les rituels religieux de l'Église réformée dominante, ceux-ci étaient par ce fait même vidés de leur charge confessionnelle. Tous les habitants du pays (exception faite, bien sûr, des juifs et tsiganes) pouvaient s'y rallier et s'y retrouver. Dans la peinture et le théâtre hollandais du XVII^e siècle l'on trouve d'abondants exemples de ce mythe batave, instrument de ralliement et d'identité supra-

(13) Sur l'influence à l'étranger de cette idée de « Batavorum libertas », cf. Salvo MASTELLONE, « Holland as a political model in Italy in the 17th century », *Bijdragen en mededelingen betreffende de geschiedenis der Nederlanden*, 98 (1983), pp. 568-582.

(14) Pieter CORNELISZ. Hooft, *Baeto* [1617], ed. F. Veenstra (La Haye, 1980).

confessionnelle, mais aussi emblème d'une certaine démocratie politique. On le retrouve de façon particulièrement éclatante dans le programme de décoration du nouvel hôtel de ville d'Amsterdam construit à partir de 1648. Ce fut Rembrandt lui-même qui reçut la commande d'un grand tableau représentant la conspiration du dirigeant batave Claudius Civilis (15).

En tant qu'idéologie politique supraconfessionnelle, le mythe batave trouvait — surtout à l'apogée de l'Église réformée, allant en gros du troisième quart du XVII^e siècle au premier quart du XVIII^e siècle — un concurrent populaire dans un autre modèle : l'idéologie calviniste qui considérait la Hollande protestante (et seulement pour autant qu'elle était protestante) comme la nouvelle Israël, peuple élu de Dieu. Également historisante, cette idéologie s'appuyait sur la composante religieuse des origines de l'État : la lutte pour la liberté religieuse face au catholicisme oppresseur, incarné par le souverain espagnol, aurait scellé l'unité de tout le peuple néerlandais. La métaphore simple et expressive de cette unité nationale et populaire était l'image de l'*Israël néerlandais*, peuple élu de Dieu en raison de son adhésion massive à la vraie religion, prêchée par Calvin (16). C'étaient ces idées politico-religieuses, restrictives sur le plan confessionnel mais applicables au-delà des frontières des provinces, qui jetèrent les bases d'un véritable sentiment national populaire tel qu'il devait se manifester à l'époque révolutionnaire (17). Cette idéologie d'inspiration calviniste, qui en appelait explicitement au peuple dans sa totalité comme porteur de la souveraineté, était, politiquement parlé, centralisatrice et unitaire, et sentimentalement monarchisante. Son modèle était la théocratie de style presbytérien, c'est-à-dire une hiérarchie de conseils élus par les fidèles. De ce fait, elle rejoignait par un autre biais les structures foncièrement corporatives de l'ancienne République néerlandaise.

Qui plus est, elle trouvait ses valeurs symboliques dans l'alliance qui avait réuni les stathouders (les princes d'Orange) et la nation tout entière dans les moments critiques de l'existence de la république. Jointe au corporatisme, l'idée du prince providentiel, investi d'une mission divine, empêchait l'éclosion d'une démocratie populaire dans la république des Provinces-Unies. À cet égard, le discours des pasteurs calvinistes, qui fustigeaient les régences des villes autant pour leur laxisme à l'égard des catho-

(15) Katherine FREMANTLE, *The Baroque townhall of Amsterdam* (Utrecht, 1959). Cf. Simon SCHAMA, *The embarrassment of riches. An interpretation of Dutch culture in the Golden Age* (New York, 1987), pp. 51-125.

(16) C. HUISMAN, *Neerlands Israel. Het natiebesef der traditioneel-gereformeerden in de 18e eeuw* (Dordrecht, 1983); G.J. SCHUTTE, *Het Calvinistisch Nederland* [leçon inaugurale à l'Université Libre d'Amsterdam] (Utrecht, 1988).

(17) Sur la lente genèse d'une culture vraiment nationale dans les Pays-Bas, voir E.H. KOSSMANN, « The Dutch Case. A National or a Regional Culture? », *Transactions of the Royal Society. Fifth Series*, 29 (1979), pp. 155-168; N.C.F. VAN SAS, « Vaderlandsliefde, nationalisme en vaderlands gevoel in Nederland, 1770-1813 », *Tijdschrift voor geschiedenis*, 102 (1989), pp. 471-495.

liques que pour leur orgueil envers le peuple, ne doit pas tromper. Ce qu'ils prônaient, était une « démocratie césarienne », comme l'historien Pieter Geyl l'a appelée, c'est-à-dire une démocratie sous la conduite du prince, sans aucun appel à la participation active des membres individuels du peuple (18). D'où une polarisation du pouvoir — et tout particulièrement de toutes ces formes du pouvoir qui n'étaient pas réputées inscrites dans l'ancienne « constitution » batave — autour de la personne du stathouder. Les politiciens libertaires ont essayé de se débarrasser à plusieurs reprises de ce fonctionnaire ambigu, hérité d'un autre système. En vain. Sans parler du prestige monarchique dans une Europe composée de plus en plus d'États centralisés, le stathouder incarnait le lien direct du peuple avec Dieu et partant une certaine souveraineté de droit divin, face à la souveraineté politique issue de la volonté des hommes.

RÉPUBLIQUE ET CONSTITUTION

Ce double édifice idéologique légitimait un pouvoir politique en perpétuel balancement entre un pôle fédératif, centrifuge et élitiste, et un pôle unitaire, centralisateur et populiste. Les idées centrales en avaient été formulées pendant la période faste de la République néerlandaise, au XVII^e siècle. Or, depuis lors de profonds changements s'étaient manifestés dans les structures économiques et sociales, comme dans la pratique politique de cette république : les milieux au pouvoir s'étaient oligarchisés ; le stathouder désormais unique et commun à toutes les provinces avaient été investi de pouvoirs étendus de nomination, précisément aux fonctions de ceux qui étaient censés le nommer et le contrôler lui-même, les administrations urbaines ; il tenait d'ailleurs une cour en règle, munie d'une aristocratie recrutée dans le pays tout entier, comme s'il s'agît d'une véritable monarchie ; les élites commerçantes, administratives et intellectuelles mêmes des différentes provinces s'étaient mêlées au point de former désormais une seule élite vraiment nationale, parlant une langue uniforme ; enfin, la prépondérance économique de la province de Hollande avait instauré une certaine centralisation de fait qui favorisait l'unité culturelle et spirituelle du pays, au moins dans les classes moyennes et supérieures.

Dans ces conditions, l'idéologie dominante du républicanisme libéral et fédératif paraissait de plus en plus en contradiction avec la réalité du pays. Plusieurs juristes (tel Cornelis van Bijkershoek), historiens (Adriaan Kluit) et hommes politiques (les grands pensionnaires Simon van Slingelandt, Pieter Paulus, Laurens Pieter van de Spiegel) avaient d'ailleurs réfléchi

(18) Pieter GEYL, *Demokratische tendenties in 1672* [Mededelingen van de Koninklijke Nederlandse Akademie van Wetenschappen, nouv. série, t. XIII, 2] (Amsterdam, 1950).

sur ces discordances et proposé des changements d'accent dans les structures politiques (19). Tandis que Van Slingelandt (1664-1736) plaidait pour une révision « moderne » du pouvoir législatif, qu'il estimait constamment paralysé par l'exigence, inscrite dans les articles d'union, d'un vote unanime, et pour un renforcement du pouvoir exécutif, son contemporain Lieven de Beaufort (1675-1730) rêvait au contraire d'un gouvernement aristocratique pur, dépourvu d'un prince, sous quelque forme que ce soit (20). Mais il fallait les désastres de la guerre anglo-hollandaise (1780-1784) pour qu'un véritable sursaut national cristallisât tous les mécontentements dans la révolte des patriotes. A travers ces débats, les Bataves se liquéfient quelque peu, tout en demeurant des symboles prééminents de valeurs de base tels que la liberté politique, l'autonomie et l'autodéfense. Ce sont eux qui pour le peuple ordinaire incarnent historiquement et exemplairement la moralité publique, puisqu'ils ont réalisé les vertus qui devraient toujours présider à un État bien ordonné. Et c'est la nostalgie de cet État qui ramènera les Bataves sur le devant de la scène chaque fois que la démocratie court un réel danger.

Dans le conflit entre les patriotes et leurs opposants, polarisés autour du prince d'Orange, le débat politique tournait en fait autour de deux questions centrales : l'actualité de l'ancienne « constitution » républicaine, et la position du stathouder dans l'édifice politique. Les patriotes, pour l'essentiel issus des classes moyennes, n'étaient guère des intellectuels. Dépourvus d'expérience oratoire, ils n'ont laissé que peu d'écrits qui témoignent clairement des idées politiques bouillonnant dans ces milieux. Malgré tout, deux courants peuvent être distingués, l'un plus aristocratisant, l'autre plus démocratisant. A commencer par le pamphlet retentissant que le baron Joan Derk Van der Capellen adressa en 1781 *Au peuple des Pays-Bas* considéré comme une seule communauté nationale (21), l'activité publicitaire des quelques penseurs patriotes tournait essentiellement autour de la « restauration constitutionnelle du système politique des Pays-Bas », pour citer le titre du manifeste le plus célèbre (22).

S'appuyant à pleines mains sur le mythe batave, ce manifeste verbeux fait valoir la pureté originelle du système républicain batave pour prôner un retour en arrière destiné à rejoindre les valeurs éprouvées et les libertés du peuple fédéré, telles qu'elles s'étaient manifestées au cours de la lutte

(19) Voir I.L. LEEB, *The Ideological Origins of the Batavian Revolution, History and Politics in the Dutch Republic. 1747-1800* (La Haye, 1973).

(20) Cf. I.J.H. WORST, « Constitution, History and Natural Law : An Eighteenth-Century Political Debate in the Dutch Republic », in Jacob et Mijnhart, *The Dutch Republic in the Eighteenth Century*, pp. 147-169.

(21) [Joan DERK VAN DER CAPELLEN], *Aan het Volk van Nederland* (s.l.n.d. [1781]); rééd. par H.L. Zwitter (Amsterdam, 1787).

(22) *Groundwettige Herstelling van Nederlands Staatswezen*, 2 vol. parus sur plusieurs prévus (Amsterdam, 1784-1786).

contre les Romains, puis contre les Espagnols. A l'opposé, un autre manifeste, connu sous le terme d'*Esquisse de Leyde* (1785) (23), proposait simultanément une toute autre vision de la république idéale : fondée non plus sur l'histoire mais sur le droit naturel, la liberté y est considérée comme individuelle et indivisible ; la souveraineté repose auprès du peuple, qui l'exerce par son vote, et les élus sont responsables devant les électeurs ; l'hérédité et la vénalité des charges sont abolies ; la liberté de parole est restituée à tous.

Il est important de réaliser que ce document proprement révolutionnaire fut publié en 1785, à l'issue d'une réunion des cinquante-six délégués hollandais des Corps francs qui constituaient dans la république les cadres de mobilisation des mécontents, et qui s'étaient réunis par milliers, quelques semaines plus tôt, pour jurer tous ensemble un pacte d'association et défendre la vraie constitution républicaine caractérisée par un « gouvernement populaire par représentation ». Notons, par ailleurs, que les auteurs de l'*Esquisse de Leyde* étaient deux mennonites, l'un pasteur, l'autre fabricant de draps, tous deux membres d'une confession dissidente et en tant que tels exclus des charges publiques. Et que ces deux auteurs seront douze ans plus tard, le 22 janvier 1798, les principaux meneurs du coup d'État qui devait définitivement transformer la république fédérative en république unitaire, dotée d'une Constitution démocratique et munie d'une assemblée législative à caractère représentatif.

Pesons bien l'importance de ces remarques. L'ancienne république des Provinces-Unies avait, en effet, compté une nombreuse citoyenneté de seconde zone — fait qui tranchait sur le principe d'égalité contenu dans le mythe des origines bataves : les juifs, bien sûr, qui, quoique tolérés dans quelques grandes villes, demeuraient néanmoins longtemps interdits ailleurs et ne possédaient en aucun cas la plénitude des droits civiques ; mais bien plus nombreux étaient les fidèles d'une pléiade d'Églises dissidentes (24), parmi lesquels en tout premier lieu les catholiques qui formaient en moyenne un quart de la population dans les provinces de plein droit, mais jusqu'à 90 % dans les territoires gérés directement par les États-Généraux. Malgré leur fidélité politique foncière, les catholiques, par exemple, n'étaient souvent point considérés comme de « vrais Bataves » ni comme des « patriotes authentiques », mais bien plutôt comme des « membres de l'Inquisition romaine », ainsi que l'écrivit un calviniste anonyme du XVIII^e siècle, hanté comme tant d'autres par le souvenir de la Saint-Barthélemy (25).

(23) [Pieter VREEDE et Wybo FIJNJE], *Ontwerp om de Republiek van binnen gelukkig en van buiten gedugt te maken* (Leyde, 1785).

(24) Cf. Willem FRIJHOFF, « La coexistence confessionnelle : complicités, méfiances et ruptures aux Provinces-Unies », in J. Delumeau (éd.), *Histoire vécue du peuple chrétien*, t. II (Toulouse, 1979), pp. 229-257.

(25) P. POLMAN o.f.m., *Katholiek Nederland in de achttiende eeuw*, t. II (Hilversum, 1968), p. 145.

Dans ce contexte, la référence batave devenait particulièrement explosive, puisqu'elle était l'emblème du ralliement universel à la cause nationale par-delà une triple répression : elle promit aux dissidents le partage intégral de l'identité nationale, elle était gage d'un État véritablement civil et définitivement supra-confessionnel, elle était la figure même du régime démocratique auquel l'État devait son origine et sa fortune. C'est ce triple pouvoir de mobilisation qui explique pourquoi la République batave sut s'allier massivement tous les opposants au régime républicain ancien. Elle promit d'être la république de tous, sans exceptions ni privilèges.

La profondeur du mythe batave dans la conscience nationale naissante explique en bonne partie le caractère précoce et massif du mouvement patriote en Hollande. Elle explique aussi pourquoi un changement d'optique ne tarda pas à se manifester après la réalisation des vœux primaires : ayant obtenu un minimum de démocratie politique, la liberté du culte et les droits civiques (1796), nombre de patriotes de circonstance — et en particulier les masses populaires — se sont désintéressés du mouvement. Restait un groupe de révolutionnaires beaucoup plus restreint, mais en même temps plus instruit et socialement plus élevé, auquel manquait cependant une mesure claire de son audience populaire. Investis du soin de transformer les structures de l'État et d'y instaurer l'exercice de la souveraineté du peuple, ils ont rapidement buté sur un malentendu fondamental : croyant pouvoir s'appuyer sur une masse populaire avide de cette démocratie représentative que promettait leur République batave, ils se sont retrouvés en face d'aspirations à un régime monarchique.

De fait, l'on ne saurait comprendre le caractère explosif du mouvement patriote néerlandais en s'en tenant aux seuls écrits politiques (26). En apparence, les idées exprimées dans ces écrits rejoignent des discussions traditionnelles et répètent des poncifs. Mais, on le sait maintenant grâce aux travaux de Reinhart Koselleck et son équipe, puis de Rolf Reichardt et Eberhard Schmitt, la fin du XVIII^e siècle peut être considérée comme un temps de changement pendant lequel les notions politiques traditionnelles ont été chargées d'un contenu nouveau, politiquement mobilisateur (27). La liberté comprise comme le devoir de participation active de tous les citoyens était une notion déjà ancienne et équivoque ; pour être chargée d'une puissance révolutionnaire, il fallait qu'elle soit comprise dans un sens individualisant. Ce nouveau sens était inscrit dans la pensée de John

(26) W.R.E. VELEMA, « Revolutie, contrarevolutie en het stadhouderschap », *Tijdschrift voor geschiedenis*, 102 (1989), pp. 517-533.

(27) Cf. R. KOSSELLECK, « Einleitung », in O. Brunner, W. Conze et R. Koselleck (éd.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexicon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, t. I (Stuttgart, 1972), XIII-XXVII ; Rolf Reichardt et Eberhard Schmitt (éd.), *Handbuch politisch-sozialer Grundbegriffe in Frankreich 1680-1820* (Munich, 1985-), en cours de publication. Un projet semblable, d'ambitions plus réduites, vient d'être mis en route pour les Pays-Bas, à Amsterdam, autour des notions de liberté, nation et culture.

Locke, qui fit de la liberté l'affaire inaliénable de tous les citoyens individuellement. Pour que, en plus, elle puisse devenir un moteur d'action, il fallait enfin que les citoyens croient en la perfectibilité de la société, en l'efficacité de leur action individuelle et collective.

C'est précisément sur ce point que la position du stathouder devenait une pierre de touche, pour autant qu'il incarnait l'autorité quasi-monarchique (28). Contrairement aux orangistes, qui dans leurs analyses partageaient de l'exercice réel du pouvoir, les patriotes se souciaient assez peu de ce que le stathouder faisait effectivement — et s'ils abhorraient l'oligarchie de la vieille république, ils n'ont pas su empêcher le retour, à terme, de celle-ci dans la république nouvelle. Ce qui importait pour les patriotes, c'était l'opposition foncière entre, d'une part, le principe monarchique, qui à leurs yeux devait fatalement conduire à la démission de la liberté individuelle et partant à l'esclavage de l'individu, et, d'autre part, la capacité qu'avaient les citoyens de créer eux-mêmes une nouvelle société. Ainsi émergeait peu à peu, face à la notion républicaine traditionnelle, inscrite dans les institutions politiques, une nouvelle notion républicaine, plus volontariste, qui renvoyait au principe du bien public et au devoir collectif de travailler à son avancement, que ce soit dans les institutions politiques ou dans la vie morale de la nation.

LES BATAVES AU FUTUR

La république morale, celle de toutes les consciences mises en commun en travaillant au bien public dans une convivialité autocontrôlée, c'est la république du futur telle que la dépeint un des auteurs révolutionnaires les plus prolifiques de la République batave : Gerrit Paape (1752-1803), remplisseur sur faïence de Delft de son métier, puis employé de la Ville et patriote de la première heure (29). Réfugié à Bruxelles après l'échec du mouvement patriote, puis, de 1789 à 1794 à Dunkerque, il y suit de près la version française de la révolution. Par la suite il devait déclarer, dans une maxime devenue célèbre, que l'expérience de la Révolution française avait été pour lui et ses coréfugiés « la haute école du patriotisme et de la révolution » (30).

(28) Cf. les considérations de E.H. KOSSMANN, « Soevereiniteit in de Zeven Verenigde Provinciën », *Theoretische geschiedenis*, 18 (1991), pp. 413-421, qui tend à réhabiliter le système politique de la vieille république.

(29) Sur Paape : *Nieuw Nederlandsch Biografisch Woordenboek*, t. V (1921), pp. 413-417; et la postface de P.J. BUIJNSTERS dans la rééd. de G. Paape, *Het leven en sterven van een hedendaags aristocrate* (Amsterdam, 1985), pp. 118-131. Les paragraphes qui suivent s'appuient sur ma contribution : « La société idéale des patriotes bataves », in Willem Frijhoff et Rudolf Dekker (éd.), *Le voyage révolutionnaire. Actes du colloque franco-néerlandais du Bicentenaire de la Révolution française, Amsterdam, 12-13 octobre 1989* (Hilversum, 1991), pp. 137-151.

(30) Gerrit PAAPE, *De onverbloemde geschiedenis van het Bataafsch patriottismus* (Delft, s.d. [1798]), p. 136.

A la fin d'un écrit utopique qu'il publie en 1789 sous le titre *La République batave telle qu'elle doit et peut être, ou Rêve révolutionnaire fait en 1798 sur ce qui va se passer jusqu'en 1998*. Paape fait demander par son héros Balsamon si la réalisation de la République batave heureuse qu'il a pu visiter en rêve en l'an 1998 n'a pas occasionné une multitude de heurts violents. Et son hôte Lysidor de répondre : « Il a fallu beaucoup moins de commotion que vous ne pourriez imaginer. Il est vrai que la constitution a subi de notables changements depuis votre époque, mais c'étaient presque toujours des améliorations. Le peuple batave n'a pas un tempérament coléreux et ne s'empporte pas ; aussi n'a-t-il pas eu recours aux extrémités de la violence. Il raisonnait ; et s'il trouvait à redire sur la forme de son gouvernement, ou sur les méfaits et les vices de ses dirigeants, il manifestait ouvertement son mécontentement. Le tribunal de l'opinion publique est devenu, depuis votre époque, le plus redoutable de tous. Chacun prend soin de ne pas s'y faire dénoncer ou s'empresse de s'y laver de tout soupçon. Être connu auprès du peuple comme un homme honnête et intelligent, constitue aujourd'hui l'éloge le plus recherché et la récompense suprême de tous les mérites. »

Mais, réplique Balsamon, toute cette glorieuse prospérité « n'a-t-elle pas fait de jaloux parmi les voisins des Bataves » ? Pas du tout, affirme Lysidor : « La prospérité qui prend sa source dans une activité infatigable et dans des mérites essentiels ne provoque que rarement ce genre de jalousie qui conduit aux conflits armés ; bien au contraire, elle engendre plutôt l'envie et l'imitation ». Et Paape de se lancer dans un éloge vibrant de l'émulation entre les peuples pour le plus grand bonheur de l'humanité entière, avant de terminer par une déclaration de suffisance du peuple batave, dans le plus pur style du mythe batave grotien. Ce peuple est capable de résister à n'importe quelle attaque armée, puisque « chaque Batave est un soldat qui aime sa patrie par-dessus tout et fait son devoir en dépit de toute opposition ». D'ailleurs, les voisins ne sauraient se passer des produits bataves, d'une meilleure qualité et moins chers que les leurs : « Nos négociations sont honnêtes et capables, par conséquent, notre commerce est heureux ! Où saurait-on, dans ces conditions, trouver le peuple qui puisse nous ignorer ? Ce sont ses vertus et un commerce intelligent qui rendent un peuple grand, heureux et redoutable » (31).

La société idéale des patriotes bataves ne naîtra donc pas d'une rupture, mais plutôt de l'accomplissement en plénitude de tout ce que la République

(31) Gerrit PAAPE, *De Bataafsche Republiek, zo als zij behoord te zijn, en zo als wij weezen kan : of revolutionaire droom in 1798 : wegens toekomstige gebeurtenissen tot 1998* (Amsterdam etc., s.d. [1798]), pp. 157-160. Le patriote Paape était un habitué du genre utopique comme de celui du voyage imaginaire, dans lequel il exprimait sa critique du système politique en vigueur. Cf. P.J. BUIJNSTERS, « Imaginaire reisverhalen in Nederland gedurende de 18e eeuw », in *idem, Nederlandse literatuur van de achttiende eeuw. Veertien verkenningen* (Utrecht, 1984), pp. 7-35.

ancienne porte déjà en elle : les antiques vertus, le sens du commerce, une structure politique idéale en puissance. Le projet de Paape rejoint ici la recherche actuelle sur le caractère non-violent de la Révolution batave, qui pour autant ne cessait pas d'être révolutionnaire. Comme il a été dit plus haut, ce caractère non-violent était inscrit dans la trajectoire historique propre de la République néerlandaise, en particulier dans sa structure foncièrement fédérative. Contrairement à ce qui se passait dans la France, depuis bien longtemps habituée à une certaine forme de centralisme, les « cadres de mobilisation » de la Révolution batave — ces structures formelles ou informelles qui constituent le préalable obligatoire de toute organisation de masse — ne pouvaient y être empruntés qu'aux structures particularistes en place : villes, régions, juridictions fractionnées parfois à l'infini, chacune s'estimant souveraine en son territoire minuscule. Entre ces unités autonomes, seul l'outil de la négociation, du discours persuasif s'appuyant sur une logique du respect de l'acquis de l'autre plutôt que sur une volonté de rupture, était payant. En revanche, le recours au décret, à l'ordre donné, au commandement autoritaire était par avance voué à l'échec. Déjà inscrite dans un projet républicain vieux de deux siècles, la Révolution batave s'enfermait donc de surcroît dans une spirale de connivences et de concessions réciproques qui interdit toute conduite de rupture.

La leçon inaugurale de Johan Valckenaer, le juriste patriote mais versatile mentionné ci-dessus, illustre bien ce caractère particulier de la Révolution batave. Jacobin, il échappa de justesse à la répression pour rentrer en Hollande avec Pichegru. Presque aussitôt il fut nommé professeur de droit à Leyde. Comme il appartenait au courant unitaire qui voulait couper court au fédéralisme, sa leçon inaugurale traitant « des devoirs d'un citoyen batave, surtout lors d'une révolution » dessine le programme d'une authentique culture révolutionnaire. Il y définit un modèle de citoyen et formule les règles selon lesquelles ce citoyen batave doit se conduire dans sa nouvelle république (32). Valckenaer ouvre son discours par un rappel de la profondeur historique du particularisme néerlandais et des effets néfastes de l'esprit de parti — deux vices collectifs inscrits dans la forme même de la République néerlandaise comme « les émotions violentes le sont dans un corps fort et sain » — et il loue hautement l'intervention française qui, quelques mois auparavant, avait rendu aux Bataves la liberté de se doter « d'un gouvernement populaire bien ordonné ». Il ne condamne pas pour autant tout esprit de parti : tout dépend, selon lui, du caractère des hommes en lice. Les gens honnêtes subliment leurs oppositions pour aller rivaliser dans la recherche de la vertu, du bonheur, de la grandeur et de la beauté, de sorte que les différences tournent en fin de compte

(32) Johan VALCKENAER, *Redevoering over de plichten van een Bataavsch burger, vooral bij eene Staatsomwenteling*, trad. du latin par G.C.C. Vatebender (Gouda, s.d. [= 1795]), non paginé.

au bénéfice du bien commun ; leurs efforts veillent surtout à ce que la vertu nationale ne périsse pas par l'oubli des vertus ancestrales. En revanche, les méchants et les ignorants ne peuvent que porter les germes de la discorde dans la république et finalement l'affaiblir, voire la mener à sa perte.

L'on reconnaît ici sans difficulté les ingrédients de l'ancien légendaire batave. Mais l'approche psychologique du problème de l'unité nationale ne pouvait que trop facilement prêter à critique. Comment se faisait-il, en effet, que malgré la pression de son histoire commune, la république des Provinces-Unies était restée si divisée pendant deux siècles entiers ? Valckenaer se presse donc d'ajouter qu'il n'a nullement l'intention d'accuser ses compatriotes de quelque faiblesse congénitale ou d'un tempérament inquiet, avide de changement. Au contraire, dit-il avec une fine ironie, « loin de mes compatriotes, ce blâme ! ces gens qui dorment tranquillement sur leurs trésors comme si le salut y était enfermé, ou qui sont, pour bien d'autres raisons encore, doux de nature et enclins à la tranquillité, qui craignent la haine et la dispute, et qu'on célèbre pour leur sens du commerce, — quasi toute l'Europe les considère comme un peuple calme et modéré jusque dans sa faiblesse ». La vraie raison de l'échec de l'ancienne république résidait, selon Valckenaer, en ceci que nos prédécesseurs n'avaient pas accompli la tâche léguée par nos ancêtres, les fondateurs de la république du temps de la révolte, et qui était de parachever l'unité de la république fondée dès ses origines sur une pluralité d'intérêts. Mettant la grandeur des partis particuliers au-dessus du bien public, les dirigeants avaient corrompu les mœurs publiques et érigé la discorde en principe de gouvernement. Seul l'amour de la patrie, qui est la vraie vertu civique, est désormais capable de vaincre ces oppositions.

Que doit donc faire un citoyen qui veut promouvoir l'unité et partant le bien-être de sa patrie ? Valckenaer est on ne peut plus clair sur ce point. Ce citoyen doit se mettre à l'étude de l'histoire : « Qu'il s'exerce dans l'histoire de sa patrie — qu'il apprenne les gestes insignes de ses ancêtres, que ce soient les actes héroïques de la guerre ou les prouesses politiques ; qu'il apprenne à connaître la terre où il est né, tant au naturel que dans le domaine civique, les affaires de l'Église et de l'État, de paix et de guerre, les droits et les devoirs des autorités, les mœurs ancestrales et les relations extérieures de notre république — bref, tout ce qui décide de sa prospérité. Seuls ceux qui ont appris cela à leurs élèves ou qui l'ont expliqué dans leurs écrits me semblent être les vrais enseignants de la liberté » — pas de cette liberté qui connaît ni bornes ni mesure, mais d'une liberté raisonnée qui réunit l'amour du bien public au respect de la loi. Instruits dans cette liberté, les Bataves verront leur esprit de plus en plus excité à la vertu et à l'amour de la patrie, et stimulé à l'imitation des actes héroïques. Le développement du commerce et de la navigation, et du sens ancestral de l'économie, ces deux mamelles de la prospérité de tous les États et tout

particulièrement de la Hollande, méritent aux yeux de Valckenaer une priorité absolue. Enfin, l'amour de la patrie conduit les citoyens à prendre eux-mêmes les armes et à renvoyer chez eux tous ces régiments étrangers qui encombrant le territoire de la République néerlandaise.

Nous trouvons ici, bien sûr, l'écho de l'expérience collective des patriotes dans l'exercice des armes au cours des années 1780 : les associations de tir et les Corps francs, cadres de mobilisation privilégiés des patriotes à l'échelle locale, avaient créé un nouveau sentiment de fraternité fondé sur un objectif palpable et excitant : le bien de la patrie. Mais il y a aussi l'écho de l'idéal d'autodéfense incarné historiquement par la tribu des Bataves. On le voit clairement dans ce rappel de l'histoire comme instrument pédagogique éminent.

La résurrection des Bataves que semblait annoncer la révolution de 1795 créa de grands espoirs pour la régénération de la nation. Mais à peine une décennie plus tard, la référence batave disparut subitement du discours politique néerlandais, tout en vivant encore un certain temps dans la littérature, la peinture et l'histoire. Parmi les raisons possibles de cette disparition il y en a deux qui mériteraient d'être méditées plus longuement. Tout d'abord la triple fonction de la référence batave — vecteur d'identité, discours supra-religieux en justificatif démocratique — avait été reprise par d'autres références ou d'autres institutions. Surtout, la république ne saurait plus se penser, dorénavant, en fonction d'un passé, mais en vue d'un présent ou d'un avenir. C'est cela, me semble-t-il, l'apport majeur de la Révolution française au système républicain de Hollande. Cependant, privée de ses références historiques, la République batave perdait sa force de rassemblement et sa valeur symbolique. Rien d'étonnant donc à ce que cette réorientation signa rapidement, et bien malgré elle, l'arrêt de mort de l'idéal républicain en Hollande.

Willem FRIJHOFF.
Université Érasme-Rotterdam